

# Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU, PLUi, et cartes communales

(Liste indicatives d'informations à fournir)

## 1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée	Type de document	Territoire concerné
Modification (régime général avec enquête publique)	PLU	Commune de Poncin Code INSEE : 01303

En cas d'élaboration ou de révision générale du PLU ou PLUi	
Date du débat du PADD	Non concerné
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	Non concerné

## 2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable (compétente pour conduire la procédure d'urbanisme)	Commune de Poncin. M. Jean Michel Giroux, Maire.
Courriel	mairie@poncin.fr

## 3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1 Caractéristiques générales du territoire	
Nom(s) de la (ou des) commune(s) concernée(s)	Commune de Poncin (code INSEE : 01303)
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement de la population)	1681 habitants (recensement 2014)
Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	Non concernée
Superficie du territoire	19,77 km <sup>2</sup>
Dans le cadre d'une procédure d'évolution, quelle est la superficie du territoire concernée par votre projet ?	Mise en place de droits à construire mineurs, complémentaires et ponctuels sur les bâtiments d'habitation existants de l'ensemble de la zone A (964,5 ha) et N (902 ha). Les autres mesures concernent la modification des règles de prospect en zone Uh et N sans impact sur les droits à construire et des modifications rédactionnelles du règlement sur l'ensemble du territoire.
Si le territoire dispose déjà d'un document d'urbanisme, indiquez la répartition actuelle des zones urbaines, à urbaniser et non urbanisées en distinguant, pour les POS et PLU, les zones agricole et naturelles.	La procédure ne prévoit aucune modification du plan de zonage.

Tableau des Superficies du PLL 2013	
ZONE	SUPERFICIE en Ha
UA	7,96
UB	23,47
UBa	25,34
UC	2,46
UCa	2,39
UH	20,65
UX	11,43
UXi	3,33
UXe	0,96
1AU	6,88
2AUX	1,6
2AU	3,98
As	84,79
A	879,7
Nd	1,79
N	864,08
Nh	12,79
Np	14,85
Nt	8,54
<b>TOTAL</b>	<b>1977,0</b>

### 3.2 Quels sont les objectifs de cette procédure (annexe : la délibération engageant la procédure)

Les objets de cette première modification du PLU de Poncin portent sur les éléments suivants :

- Modification du règlement des zones A et N afin de permettre la réalisation d'extensions et d'annexes aux bâtiments d'habitation existants
- Adaptation de l'article 11 de l'ensemble des zones pour mieux encadrer la réalisation des annexes et extensions et notamment des vérandas
- Adaptation de l'article 6 des zones UH et N pour une meilleure prise en compte des éléments de contexte urbain
- Toilettage du règlement pour clarifier certaines formulations et corriger les erreurs de formes dans la rédaction

Le projet ne concerne pas la création d'Unité Touristique Nouvelle ni ne concerne une UTN existante.

### 3.3 Quelles sont les grandes orientations d'aménagement

Cette procédure ne prévoit pas de grandes orientations d'aménagement mais seulement des mesures d'adaptations mineures du règlement et la création de nouveaux droits à construire mineurs en zones A et N conformément aux dispositions de l'article L.151-12 du code de l'urbanisme. Ces évolutions sont conformes et cohérentes avec le PADD du PLU, à savoir :

- Fixer des objectifs démographiques en cohérence avec le SCoT BUCOPA
- Assurer un développement urbain maîtrisé et durable
- Répondre aux besoins en matière d'activité économique locale
- Améliorer le cadre de vie
- Préserver et mettre en valeur les espaces naturels et agricoles

Le PADD et les Orientations d'Aménagement et de Programmation ne sont pas modifiés par la présente procédure.

### 3.4 Quelles sont les grandes évolutions réglementaires

Toutes les évolutions du PLU concernent le règlement écrit du PLU. Aucune autre pièce n'est modifiée.

Sont modifiés dans le règlement écrit :

Le lexique du règlement : précision sur la définition d'annexe et extension et ajout de la définition des « vérandas ».

Modifications mineures du règlement des zones UA, UB, UC, UH, 1AU, 2AUx, A et N : clarification de la rédaction relative aux dispositions concernant l'aspect extérieur des menuiseries et extension (pas de modification du fond de la règle) ; de la possibilité d'autoriser les toitures à 1 pan pour les annexes jusqu'à 30m<sup>2</sup> (hors UX, 2AU et 2AUx) ; clarification de la rédaction concernant les règles d'édification des clôtures (pas de modification du fond de la règle).

Modification mineure de la règle de prospect par rapport aux limites de références en zones UH et N : En zone UH, la présente modification permettra le recul des bâtiments par rapport à la voie publique jusqu'à 5 m maximum alors que la règle de recul de 2 m maximum s'avère insuffisante dans certaines circonstances. En zone N, la modification a pour but de fixer une règle quantitative afin de compléter la règles qualitatives de recul par rapport aux limites séparatives. Ainsi, la modification prévoit que les constructions devront s'implanter avec un recul de 2 mètres minimum ou dans la continuité des bâtiments existants lorsque ceux-ci présentent un ordonnancement différent de la règle de base.

Modification du règlement des zones A et N afin de permettre la réalisation d'annexes et d'extensions des bâtiments d'habitations existants : Le projet de modification s'applique aux zones A et N et à sa sous-zone Nh. Il consiste à autoriser, sous conditions de ne pas compromettre les activités agricoles et la qualité paysagère des sites, les extensions et annexes des bâtiments d'habitation existants (hors ceux liés à une extension agricole). Ces occupations et utilisations des sols admises sont accompagnées de conditions de hauteur, de densité, de distance et d'implantation à respecter.

Sont ainsi modifiés dans le règlement du PLU les articles A2, A8, A9, A10 et A11 (ainsi que la présentation de la zone A et des éléments de présentation de l'article A1). Sont également modifiés

les articles N2, N8, N9, N10 et N11.

Clarification de la rédaction des occupations et utilisations du sol autorisées sous conditions en zone N (article N2) sans modification du fond de la règle.

**3.5 Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s).**

- Conformément aux dispositions de l'article L.151-12 du code de l'urbanisme concernant l'autorisation des annexes et extensions des bâtiments d'habitation existants en zones A et N, la CDEPENAF sera obligatoirement consultée dans le cadre de cette procédure de modification.
- Conformément aux dispositions des articles L.132-7 et 132-9 seront consultées pour avis l'ensemble des personnes publiques associées prévues par le code de l'urbanisme.

**3.6 Contexte de la planification : le projet est-il concerné par :**

<i>Les dispositions de la loi Montagne</i>	NON
<i>Les dispositions de la loi Littoral</i>	NON
<i>Une DTA ou DTADD</i>	NON
<i>Un SCoT ? Un Schéma de Secteur ? Si oui lesquels ? Ces documents ont-ils été élaborés selon les dispositions de la loi Grenelle 2 ?</i>	SCoT Bugey-Cotières-Plaine de l'Ain (BUCOPA), élaboré selon les dispositions de la loi Grenelle 2 et approuvé le 26 janvier 2017.
<i>Un ou plusieurs SDAGE ou SAGE ? Si oui lesquels</i>	SDAGE du Bassin Rhône Méditerranée et SAGE de la basse vallée de l'Ain.

**3.7 Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, ce document a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?**

Le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme (plu) approuvé le 25 juin 2013. Il n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale.

**4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine**

**4.1 Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain**

<i>Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation de l'espace ?</i>	<p>Cette procédure n'a pas pour objectif de permettre un nouveau développement urbain sur la commune. Aucune consommation nouvelle d'espaces non urbanisés ne sera permise par cette procédure. En effet, il s'agit principalement de mesures réglementaires concernant les règles d'implantation n'augmentant pas les droits à construire et des précisions rédactionnelles sur les enjeux d'aspect extérieur des constructions.</p> <p>Concernant les possibilités de réaliser des extensions et annexes des bâtiments d'habitation en zones A et N, elles ne concernent que les bâtiments existants et ont simplement pour</p>
--	---



	<p>but de permettre des mesures de confort aux habitants déjà présents dans ces zones. Ces nouveaux droits à construire sont strictement encadrés par des règles de densité, implantation, hauteur et sont autorisées seulement sous réserve de ne pas compromettre les activités agricoles et la qualité paysagère des sites.</p> <p>Ces nouveaux droits à construire intégrés dans le PLU de Poncin, tels que prévus par l'article L.151-12 du code de l'urbanisme, sont mineurs et non substantiels. Leur mise en place n'implique pas d'impact notable quant à la préservation des activités agricoles et des enjeux environnementaux et paysagers sur la commune. Ils n'ont par ailleurs pas pour effet de permettre un nouveau développement sur la commune. Ces possibilités concernent des hameaux déjà constitués avec des caractéristiques urbaines affirmées. Elles concernent dans une moindre mesure des habitations diffuses qui, du fait des règles strictes encadrant ces nouveaux droits à construire mineurs n'impacteront pas l'environnement.</p>
<i>Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?</i>	<p>Ces évolutions ne créent pas de droits à construire substantiels mais permettent la mise en place de travaux confortatifs et mineurs (pour chaque projet comme à l'échelle de la commune) en ce qui concerne les extensions et annexes en zones A et N.</p> <p>Elles n'apportent donc aucune évolution substantielle au développement du territoire défini par le PLU approuvé le 25 juin 2013.</p>
<b>Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : <b>NON</b></b>	
<i>Quelle est approximativement la superficie consommée</i>	Non concerné
<i>Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (densification, dents creuses, renouvellement urbain, réhabilitation) ont été préalablement examinées ?</i>	Non concerné
<i>Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...).</i>	Non concerné

#### 4.2 Milieux naturels et biodiversité

<i>Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e)</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Si oui, lequel(le)s ?</i>
			<p><i>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la</i></p>

<i>(ou plusieurs) :</i>			<i>procédure d'urbanisme en cours ?</i>
<i>Zone Natura 2000</i>	x		<p><u>La commune de Poncin accueille deux sites Natura 2000 sur son territoire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- A16 Basse Vallée de l'Ain, Confluence Ain-Rhône qui couvre 0.05% du territoire communal</li> <li>- A09 Revermont et Gorges de l'Ain qui couvre 2.44% du territoire communal.</li> </ul> <p>Pas de développement nouveau sur l'ensemble du territoire et pas de droit à construire nouveau en sites Natura 2000 concernant l'autorisation des annexes et extensions des bâtiments d'habitation existants en zones A et N. Aucune construction existante ne se trouve en zone Natura 2000. Concernant les autres modifications en matière d'aspect extérieur ou toilettage du règlement, elles n'ont aucun impact sur les sites Natura 2000.</p> <p>Les modifications envisagées dans cette procédure d'évolution du document d'urbanisme n'ont pas d'impact direct ou indirect sur l'état initial de l'environnement. Elle ne permettra pas de droits à construire nouveaux sur les secteurs à forts enjeux environnementaux que sont les sites Natura 2000, ZNIEFF de type I, zones humides et arrêté de biotope. En effet, les possibilités ouvertes de création d'annexes et extensions en zone A et N ne pourront être utilisées sur ces secteurs, soit parce qu'on n'y trouve aucune habitation existante qui pourrait en bénéficier, soit, pour les quelques bâtiments existants en ZNIEFF de type I, parce que le règlement n'y permet pas les constructions nouvelles notamment impliquant les exhaussements/affouillements des sols.</p> <p>Certaines habitations se situent à proximité relative de sites d'intérêt environnemental. Il s'agit du hameau de la Cueille proche d'un secteur compilant une ZNIEFF de type I, un site Natura 2000 et la zone d'arrêté de biotope et de quelques bâtiments d'habitat diffus au nord de la route du 11 juillet 1944. Mais pour ces secteurs, les droits à construire sont marginaux par rapport à l'habitat existant et les règles fixés ne permettront pas de s'éloigner de ces bâtiments existants de manière à empiéter sur les zones à protéger. L'existence d'EBC sur l'emprise de la ZNIEFF de type I « pelouse sèche de Poncin et le site Natura 2000 « Revermont et gorges de l'Ain » assure par ailleurs l'impossibilité de réaliser aucun aménagement et aucune construction sur ces sites. Enfin, l'exploitation agricole proche de la zone humide « ripisylve de la Balme » n'est pas concernée par cette modification.</p>
<i>ZICO</i>		x	RAS
<i>Des Espaces Boisés</i>	x		La procédure ne concerne ni directement, ni indirectement les espaces boisés du territoire communal.
<i>Parc national, réserve</i>		x	RAS

<i>naturelle (national ou régional), parc naturelle marin ou parc naturel régional</i>			
<b>ZNIEF de type I</b>	x		<p><u>Sur le territoire de Poncin, on recense 5 ZNIEFF de type 1 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 01040021. Falaise de Merpuis</li> <li>- 01000055. Gouffre du Chapitre</li> <li>- 01120014. Pelouses sèches de Poncin</li> <li>- 01040053. Pelouses sèches des Chabodes</li> <li>- 01040053. Pelouses sèches des côtes de Merloz et Chambod</li> </ul> <p>Concernant l'autorisation des annexes et extensions des bâtiments d'habitation existants en zones A et N. Seule une habitation existante se situe en ZNIEFF de type 1 mais le règlement interdit toute intervention sur cette zone. Les nouveaux droits à construire ne s'y appliquent pas. Concernant les autres modifications en matière d'aspect extérieur ou toilettage du règlement, elles n'ont aucun impact sur les sites ZNIEFF de type 1.</p> <p>Les modifications envisagées dans cette procédure d'évolution du document d'urbanisme n'ont pas d'impact direct ou indirect sur l'état initial de l'environnement. Elle ne permettra pas de droits à construire nouveaux sur les secteurs à forts enjeux environnementaux que sont les sites Natura 2000, <b>ZNIEFF de type I</b>, zones humides et arrêté de biotope. En effet, les possibilités ouvertes de création d'annexes et extensions en zone A et N ne pourront être utilisées sur ces secteurs, soit parce qu'on n'y trouve aucune habitation existante qui pourrait en bénéficier, <b>soit pour les quelques bâtiments existants en ZNIEFF de type I le règlement ne permet pas les constructions nouvelles notamment impliquant les exhaussements/affouillements des sols.</b></p> <p>Certaines habitations se situent à proximité de sites d'intérêt environnemental. Il s'agit du hameau de la Cueille proche d'un secteur compilant une ZNIEFF de type I, un site Natura 2000 et la zone d'arrêté de biotope et de quelques bâtiments d'habitat diffus au nord de la route du 11 juillet 1944. Mais pour ces secteurs, les droits à construire sont marginaux par rapport à l'habitat existant et les règles fixés ne permettront pas de s'éloigner de ces bâtiments existants de manière à empiéter sur les zones à protéger. L'existence d'EBC sur l'emprise de la ZNIEFF de type I « pelouse sèche de Poncin et le site Natura 2000 « Revermont et gorges de l'Ain » assure par ailleurs l'impossibilité de réaliser aucun aménagement et aucune construction sur ces sites. Enfin, l'exploitation agricole proche de la zone humide « ripisylve de la Balme » n'est pas concernée par cette modification.</p>

Arrêté préfectoral de biotope	x	<p>Arrêté de Protection des oiseaux rupestres (APPB020) du 20 juillet 1987.</p> <p>Concernant l'autorisation des annexes et extensions des bâtiments d'habitation existants en zones A et N. Aucune construction existante ne se trouve en zone d'arrêté de biotope, donc pas de développement nouveau sur l'ensemble du territoire et pas de droit à construire nouveau en zone d'arrêté de biotope. Concernant les autres modifications en matière d'aspect extérieur ou toilettage du règlement, elles n'ont aucun impact sur les zones d'arrêté de biotope.</p> <p>Voir par ailleurs analyses relatives aux sites Natura 2000 et ZNIEFF de type 1.</p>
Continuité écologique connue ou repérée par la commune ou l'intercommunalité ou par un document de rang supérieur (SRCE, SCoT, DTA...) ?		<p>SRCE : D'après le SRCE, la commune ne présente pas de corridors d'importance régionale à préserver ou remettre en bon état (fuseaux/axes). En revanche, il identifie des cours d'eau à préserver (Ain et le Veyron) et des réservoirs de biodiversité correspondant aux sites Natura 2000</p> <p>SCoT BUCOPA : ce document identifie parmi les continuités écologiques des Espaces relais à forte perméabilité écologique ; deux cours d'eau (Ain et le Veyron) comme espaces à dominantes humides ainsi que les zones humides issues de l'inventaire départemental.</p> <p>Concernant l'autorisation des annexes et extensions des bâtiments d'habitation existants en zones A et N. Aucun développement nouveau n'est permis par cette procédure. Par conséquent, cette procédure ne viendra pas contraindre la préservation des corridors et réservoirs concernés sur le territoire de Poncin. Concernant les autres modifications en matière d'aspect extérieur ou toilettage du règlement, elles n'ont aucun impact sur l'environnement.</p> <p>Voir par ailleurs analyses relatives aux sites Natura 2000 et ZNIEFF de type 1.</p>
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? Repérée par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? Ou identifiée au titre de la convention de	x	<p>La procédure ne concerne ni directement, ni indirectement les zones humides du territoire communal.</p> <p>On compte 5 zones humides classées sur le territoire de Poncin.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 01IZH0836 MARAIS DE CHANEY</li> <li>- 01IZH1617 RIPISYLVE DE LABALME</li> <li>- 01IZH1628 RIVIERE D'AIN 04</li> <li>- 01IZH1629 RIVIERE D'AIN 05</li> <li>- 01IZH1754 RUISSEAU DE L'ECOTAY</li> </ul>



RAMSAR ?			<p>Concernant l'autorisation des annexes et extensions des bâtiments d'habitation existants en zones A et N. Aucune construction existante ne se trouve en zone humide ou à proximité immédiate, donc pas de développement nouveau sur l'ensemble du territoire et pas de droit à construire nouveau en zone humide. Concernant les autres modifications en matière d'aspect extérieur ou toilage du règlement, elles n'ont aucun impact sur les zones humides.</p> <p>Voir par ailleurs analyses relatives aux sites Natura 2000 et ZNIEFF de type 1.</p>
----------	--	--	--

4.3 Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(s) ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, zone de présomption de prescription archéologique...) ?	x		<p>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?</p> <p>La commune de Poncin dispose d'un monument historique avec le château de Poncin partiellement inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.</p> <p>Le château de Poncin génère un périmètre de protection de 500 mètres autour des limites de son emprise qui n'impacte que le centre-bourg de la commune. De plus, le centre-bourg est également impacté par le périmètre d'un monument historique situé sur la commune de Neuville sur Ain (abri sous roche de la Colombière inscrit).</p> <p>Enfin, le centre-bourg est impacté par une zone de présomption de prescription archéologique.</p> <p>La présente procédure concerne des règles d'aspect extérieurs qui ne modifient pas les exigences de fond. Concernant l'autorisation des annexes et extensions en zones A et N, certains bâtiments situés dans le périmètre de protection des monuments historiques pourraient bénéficier des nouveaux droits à construire. Cependant, ces nouveaux droits à construire sont strictement encadrés par des règles de densité, implantation, hauteur et sont autorisées seulement sous réserve de ne pas compromettre les activités agricoles et la qualité paysagère des sites.</p>
Site classé ou projet de site classé ?	x		<p>Site classé de l'Abri Gay, depuis le 24 juin 1936. Présente un intérêt pittoresque : occupation étalée de la préhistoire à l'époque gallo-romaine.</p> <p>Aucun développement nouveau n'est prévu et aucun</p>

			bâtiment d'habitation existant à proximité ou en vis-à-vis ne pourra bénéficier des nouveaux droits à construire prévus par la procédure.
<i>Site inscrit ou projet de site inscrit ?</i>		x	RAS
<i>Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?</i>		x	RAS
<i>Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?</i>		x	RAS
<i>Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?</i>		x	RAS
<i>Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ?</i>		x	Pas de perspective paysagère identifiée par un document d'urbanisme supérieur.

<b>4.4 Ressource en eau</b>			
<i>Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Si oui, lequel(le)s ?</i>
			<i>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?</i>
Périmètre de protection (immédiat, rapproché, éloigné) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine.	x		<p>La commune dispose de deux stations à la Cueille et à Allement (Leurs périmètres de protection ont respectivement été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 2 Octobre 1997 et par arrêté du 24 Septembre 1997).</p> <p>Concernant la station d'Allement, les zones concernées par les périmètres de protection sont Uh, N et A. La zone Uh n'est concernée que par des modifications en termes d'aspect extérieur des constructions qui n'auront aucun impact sanitaire. Concernant les zones A et N aucun</p>

			<p>bâtiment existant pouvant bénéficier d'annexe et d'extension n'est situé dans les périmètres de protection, la procédure n'aura aucun effet sur ces périmètres de protection.</p> <p>Concernant la station de Cueille, les zones concernées par les périmètres de protection sont N et A. En zone A et N, aucun bâtiment n'est situé dans les périmètres de protection, la procédure n'aura aucun effet sur ces périmètres de protection.</p> <p>La zone Nh est située en limite du périmètre de protection rapprochée Cette limite commune n'accueillera aucun développement nouveau du fait de la nature des droits à construire autorisés, ce qui n'aura aucun impact sanitaire</p>
Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		x	RAS
De captages repérés par un SDAGE Ou un SAGE?		x	RAS
<b>Usages</b>			
<p>Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ?</p> <p>Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages?</p>	x		<p>Les modifications apportées ne concernent que des modifications ou précisions de rédaction relatives aux règles en matière d'aspect extérieur des constructions et des droits à construire permettant de mesures de confort aux habitations existantes en zones N et A. <b>Aucun nouveau développement urbain n'est permis par cette procédure.</b> Par conséquent, les ressources en eaux telles que définies en relation avec le projet de PLU approuvé en 2013 restent suffisantes en prenant en compte les évolutions apportées par la présente procédure.</p> <p>Les modifications ne portent que sur les aspects extérieurs, de prospect et sur les bâtiments d'habitation existants en zones A et N. Aucune autre destination n'est concernée par la procédure.</p>
Y a-t-il des risques de conflits entre ces différents usages ?		x	<p><b>Aucun nouveau développement urbain n'est permis par cette procédure.</b> En ce qui concerne les mesures de confort sur des bâtiments d'habitation existants en zone A et N, le règlement n'autorisera les annexes et extensions limitées en encadrées que sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole. En cas de conflit d'usage potentiel dans le cadre d'un projet issu des droits à construire nouveaux prévus par la procédure, très peu probable, avec les usages agricoles, alors ces possibilités seraient refusées au moment du permis de construire.</p>
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux		x	RAS

(ZRE) ?			
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	x		Les modifications apportées ne concernent que des modifications ou précisions de rédaction relatives aux règles en matière d'aspect extérieur des constructions et des droits à construire permettant de mesures de confort aux habitations existantes en zones N et A. <b>Aucun nouveau développement urbain n'est permis par cette procédure.</b> Par conséquent, aucun besoin nouveau substantiel ne sera créé par la présente procédure. Le règlement prévoit par ailleurs les obligations de raccordement aux systèmes d'assainissement individuel dans les zones A, N et Nh concernée par les possibilités nouvelles de réaliser des annexes et extensions des habitations existantes.

4.5 Sols, sous-sol et déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Ou i	No n	Si oui, lequel(le)s ?
			Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (base de données BASOL) ?	x		<p>La procédure ne concerne ni directement, ni indirectement les sites et sols pollués du territoire communal.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ancienne décharge d'Avrillat</li> <li>- Société TIFLEX</li> </ul> <p><b>Aucun nouveau développement urbain n'est permis par cette procédure.</b> L'ancienne décharge d'Avrillat est classée en zone Nd « dépôt de déchets ». Aucun droit à construire n'y est fixé dans le règlement ni prévu dans la présente procédure. La société TIFLEX est située en limite du centre-bourg de Poncin. Les droits à construire mineurs et confortatifs ouverts en zones A et N ne sont pas concernés par ce site (pas de bâtiment existants à proximité de l'entreprise).</p>



Anciens sites industriels et activités de services (base de données BASIAS) ?	x		La procédure ne concerne ni directement, ni indirectement les anciens sites industriels pollués du territoire communal.
			RHA0102407 Dépôt de dynamite Ne sait pas
			RHA0103120 Carrosserie ; anc. Garage En activité
			RHA0103121 Station service Activité terminée
			RHA0103122 Distribution de carburant avec garage Activité terminée
			RHA0103123 "Garage de l'Ain" et carrosserie En activité
			RHA0103124 "Garage de Genève" Activité terminée
			RHA0103125 Installation de distribution d'essence et Sté de En activité
			RHA0103126 Déchetterie En activité
			RHA0103127 Déchetterie, sur ancienne décharge d'Avrillat. En activité
			RHA0104169 Marquage, encre, sérigraphie et immatriculation En activité
			RHA0104223 Menuiserie industrielle avec traitement des bois Activité terminée
			RHA0104233 Dépôt de déchets ménagers Activité terminée
			<b>Aucun nouveau développement urbain n'est permis par cette procédure.</b>
			La quasi-totalité des sites recensés sont situés dans le centre-bourg ou en zone urbaine du PLU non concernés par les droits à construire mineurs ouverts par la procédure. Les modifications sur les règles d'aspect extérieur n'ont aucun impact par rapport aux sols pollués.
			Le site RHA0103127 correspond à l'ancienne déchetterie d'Avrillat (voir analyse sites BASOL).
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		x	RAS
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		x	RAS

#### 4.6 Risques et nuisances

Le document est-il concerné,	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ?

sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :		Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...), industriels, technologiques, miniers connus ?	x	<p>Pour rappel, aucun nouveau développement urbain n'est permis par cette procédure.</p> <p>Les risques naturels sont liés notamment aux risques d'inondation de la rivière d'Ain et du ruisseau le Veyron. Ces risques sont encadrés par un Plan de Prévention des Risques Naturels qui interdit les constructions (dont les éventuelles annexes et extension des bâtiments existants en zones A et N) ou les conditionne en zone bleue.</p> <p>La commune est également concernée par le risque de retrait et gonflement des argiles. La population est informée concernant ce risque.</p> <p>Elle est concernée également par la présence cavités souterraines naturelles pouvant occasionner des mouvements de terrains. Ces cavités sont situées le long de la rivière Ain (notamment au niveau du site classé de l'Abri Gay). Ces cavités sont situées dans les zones e relief marqué ou ne se situent aucune habitation existantes pouvant bénéficier des nouveaux droits à construire mineurs prévus par la procédure.</p> <p>La commune est concernée de manière minime, dans ses secteurs habités et le bourg en particulier, par le risque lié au transport de matière dangereuse. Les infrastructures de transports concernés sont l'A40 et la RD 1084. La procédure ne permettant pas de développement nouveau, mais seulement des mesures de confort sur l'existant, elle ne génère aucune exposition nouvelle aux risques liés au transport de matières dangereuses.</p> <p>Comme l'ensemble du département de l'Ain, la commune est déclarée à risque d'exposition au plomb par arrêté préfectoral du 2 mai 2001.</p> <p>Sur le territoire Poncinois, la société Tiflex (problématiques de traçabilité industrielle : jet d'encre, lasers etc). Cet établissement est soumis au régime de l'autorisation pour stockage de substances inflammables. Cet établissement est localisé dans le centre-bourg où seules des évolutions en matière d'aspect extérieur des constructions sont apportées par la présente procédure.</p> <p>La commune de Poncin dispose d'un ouvrage hydroélectrique au niveau du hameau d'Allement. La procédure ne permettant pas de développement nouveau, mais seulement des mesures de confort sur l'existant, elle ne génère aucune exposition nouvelle aux risques de rupture de barrage.</p>

Plans de prévention des Risques (naturels, technologiques, miniers) approuvés ou en cours d'élaboration ?	x		Les risques naturels sont liés notamment aux risques d'inondation de la rivière d'Ain et du ruisseau le Veyron. Ces risques sont encadrés par un Plan de Prévention des Risques Naturels, approuvés le 10 février 2004, qui interdit les constructions (dont les éventuelles annexes et extension des bâtiments existants en zones A et N) en zone rouge ou les conditionne en zone bleue.
Nuisances connues (sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?		x	RAS
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures?	x		La commune est concernée par un arrêté fixant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres en date du 9 septembre 2016. Des dispositions sont fixées par cet arrêté concernant les constructions à proximité de l'autoroute A 40 et la RD1084. Ces périmètres concernent principalement le centre-bourg (RD1084) dans lequel aucun nouveau droit à construire n'est prévu et seulement quelques bâtiments isolés classés en zone A et N qui pourraient bénéficier des nouvelles mesures de confort prévues par la présente procédure.

4.7 Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ?
			Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Y a-t-il une desserte en transport collectif sur le territoire	x		<input type="checkbox"/> Desserte de transports en commun : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ligne 129 : Poncin – Lyon</li> <li>- Ligne 137 : Nantua – Ambérieu en Bugey</li> </ul> <input type="checkbox"/> Desserte de transports scolaires : <u>Transport PHILIBERT</u> : ( A/R) <ul style="list-style-type: none"> <li>- Leyssard – Challes – Poncin</li> <li>- St jean le Vieux – Poncin</li> </ul>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pont d'Ain – Poncin</li> </ul> <p><u>Transport LEPLUS : (A/R)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Hautecourt – Poncin</li> <li>- Allement – Poncin</li> <li>- Serrières / Ain – Poncin</li> <li>- Champeillon – Poncin</li> </ul> <p><u>Transport LAURENS : (A/R)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Neuville / Ain – Poncin</li> </ul> <p><u>Régie de l'Ain : (A/R)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- St Alban – Poncin</li> <li>- Jujurieux – Poncin</li> <li>- Neuville / Ain – Poncin</li> <li>- Ceignes – Poncin</li> <li>- Ambérieu en Bugey – Poncin</li> <li>- Mérignat – Cerdon - Poncin</li> </ul>
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		x	RAS
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		x	RAS
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		x	RAS



## 5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (facultatif)

## 6. Annexes (rappel)

<p>Les annexes sont des éléments essentiels pour permettre à l'autorité environnementale de comprendre votre projet et d'évaluer les enjeux environnementaux qu'il constitue et/ou doit prendre en compte :</p> <p>– pour les cas d'élaboration ou de révision générale : il est recommandé de transmettre, outre le projet de PADD, un projet de zonage permettant de visualiser les secteurs prioritaires pour l'urbanisation ;</p> <p>– pour les procédures d'évolution partielle (révision allégée, mise en compatibilité DUP/DP, modification) : il est essentiel de fournir les documents initiaux et de préciser les éléments qui doivent évoluer (ex : plan de zonage avant/après ; règlement avant/après, OAP avant/après)</p>		
Coordonnées de la personne à contacter	Annexe 1 ci-jointe	<input checked="" type="checkbox"/>
Élaboration ou révision « générale » de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI	<input type="checkbox"/>
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input type="checkbox"/>
	Une version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input type="checkbox"/>
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet modifiant un PLU	Le projet de dossier envisagé pour la réunion d'examen conjoint	<input type="checkbox"/>
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour les procédures d'évolution	Projet de plan de zonage AVANT/APRÈS Projet de règlement AVANT/APRÈS Autres éléments cartographiques superposant zonages et enjeux (Natura 2000, risques, ...)	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour tous	Cartographie du PADD Autres (OAP, ...)	<input checked="" type="checkbox"/>

**6. Signature du demandeur (personne publique responsable)**

Date : 9/07/2018  
Lieu : Poncin

NOM Giroux, Jean-Michel  
SIGNATURE



## ANNEXE 1

## Contacts

Identification de la personne ressource, en charge du suivi du dossier  
 Vous indiquerez ici les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.

Contact au service technique ou du bureau d'étude par exemple	2 BR - M <sup>r</sup> Anthony GEOFFROY CRange d'étude en urbanisme 582, Allée de la Sauvegarde 69009 LYON 04.37.49.87.32 anthony.geoffroy@2br.fr
Coordonnées nécessaires pour vous joindre : adresse, téléphone, courriel	MAIRIE de PONCIN M <sup>me</sup> Isabelle STEINNETZ, Secrétaire 1, Place Bichat 69450 PONCIN 04.74.37.22.77 mairie@poncin.fr

